



Les grands titres:

- Journée internationale : l'ONU appelle à lutter contre l'exploitation et la stigmatisation des veuves
- Syrie : un expert des droits de l'homme de l'ONU déplore « l'échec majeur de la diplomatie »
- L'UNICEF appelle à placer les millions d'enfants défavorisés au cœur du développement durable
- A Strasbourg, Ban Ki-moon appelle les pays européens à lutter contre les discriminations
- Journée pour la fonction publique : l'ONU célèbre la « noble cause » du service public
- Ban Ki-moon salue la création de la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle dans les conflits
- Mali : l'ONU appelle à financer rapidement la mise en œuvre de l'accord de paix
- Libye : l'ONU intensifie ses réunions pour rallier les groupes armés à la mise en œuvre d'un accord politique
- La FAO plaide en faveur d'une conservation d'urgence des sols de montagne
- Le Conseil de sécurité condamne l'attaque meurtrière contre le Parlement afghan à Kaboul

Journée internationale : l'ONU appelle à lutter contre l'exploitation et la stigmatisation des veuves

23 juin - À l'occasion de la Journée internationale des veuves, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé la communauté internationale à mettre fin à la stigmatisation sociale et aux privations économiques que subissent les veuves.

« Édifier un monde plus équitable pour les générations à venir constitue l'enjeu majeur de notre époque – surtout pour les femmes, qui sont souvent victimes de formes multiples et combinées de discrimination », a déclaré M. Ban dans un message, ajoutant que l'âge, les revenus, l'appartenance ethnique ou le handicap sont autant de facteurs qui accroissent le risque d'injustice pesant sur les femmes.

« Les veuves sont particulièrement vulnérables », a affirmé le Secrétaire général, précisant que beaucoup d'entre elles, âgées, n'ont jamais travaillé en dehors du foyer.

Selon le chef de l'ONU, après le décès de leur conjoint, il n'est pas rare qu'elles se retrouvent dans la précarité, en particulier si elles vivent dans une région touchée par un conflit, une catastrophe naturelle ou une crise humanitaire.

« La Journée internationale des veuves est l'occasion de réaffirmer les droits de celles dont le deuil prélude à l'exclusion, aux maltraitements ou à la perte du logement, des moyens de subsistance ou du statut social », a déclaré M. Ban.

Dans les sociétés où la femme n'est considérée comme accomplie que lorsqu'elle est mariée, les veuves sont souvent traitées comme quantité négligeable ou stigmatisées, a déploré le Secrétaire général.

« Ne bénéficiant plus de la protection économique et sociale de leur époux, beaucoup sont traitées comme un fardeau



financier par leur famille. Parfois, elles perdent leur droit à l'héritage et leurs biens, quand elles ne sont pas chassées », a-t-il précisé.

M. Ban a ainsi appelé la communauté internationale à mettre fin à la stigmatisation sociale et aux privations économiques que subissent les veuves, à combattre les risques élevés d'exploitation et d'agression sexuelles auxquels elles sont exposées et à lever les obstacles qui les empêchent d'accéder aux ressources et aux débouchés économiques et entravent leur avenir.

« Ces violations des droits de l'homme naissent de l'idée injuste qu'une femme vaut moins qu'un homme. Or, à l'occasion de la Journée internationale des veuves, nous réaffirmons l'égalité entre les sexes », a-t-il affirmé.

Le Secrétaire général a également appelé à promouvoir les droits des veuves en matière d'héritage, de propriété, notamment foncière, et d'accès à d'autres biens.

« À l'occasion de la Journée internationale des veuves, décidons-nous à mettre fin aux comportements discriminatoires et à faire que les veuves de tous âges jouissent, comme n'importe qui, de leurs droits fondamentaux, y compris le droit de façonner leur avenir et de participer pleinement à la vie de la société », a-t-il.

Syrie : un expert des droits de l'homme de l'ONU déplore « l'échec majeur de la diplomatie »



23 juin - A l'occasion d'une réunion du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Paulo Sérgio Pinheiro, a déploré mardi l'absence de mesures prises par les parties pour limiter le nombre de victimes civiles en Syrie, pointant du doigt l'incapacité de la communauté internationale à agir collectivement pour mettre un terme au conflit.

M. Pinheiro a déclaré que les incidents récents confirmaient les constatations antérieures effectuées par la Commission, à savoir que les principales causes de pertes civiles sont la « prise pour cible et les attaques délibérées des populations ».

« Les zones sûres en Syrie se réduisent comme peau de chagrin », a constaté le Président de la Commission d'enquête, comme en témoigne les déplacements massifs de civils à l'intérieur et hors du pays.

« Les actes de la vie quotidienne – rendre visite à son voisin, aller à la boulangerie – sont désormais devenus des questions de vie ou de mort », a-t-il déploré.

Le gouvernement, étant donné sa puissance de feu supérieure et sa maîtrise du ciel, inflige le plus de dommages aux civils via ses attaques aveugles contre des villes, villages et camps de réfugiés improvisés, a affirmé M. Pinheiro.

Cependant, a-t-il ajouté, les groupes non étatiques continuent d'attaquer les villes tenues par les autorités, entraînant également des pertes civiles.

« Les belligérants ne prennent aucune mesure pour faire la distinction entre objectifs civils et militaires, obligation que leur impose pourtant le droit international, ou pour limiter tant que faire se peut les pertes civiles et les destructions de biens leur appartenant », a déploré le Président de la Commission d'enquête.

En raison des sièges et occupations militaires prolongés, a-t-il ajouté, des civils meurent de faim et de maladie : 40% des enfants du camp de Yarmouk souffriraient de malnutrition, victimes de la stratégie « la reddition ou la mort » adoptée par le gouvernement. Les civils vivant dans les villes assiégées par les groupes antigouvernementaux subissent des difficultés de même nature, a précisé M. Pinheiro.

« La poursuite du conflit en Syrie représente un échec majeur de la diplomatie », a-t-il affirmé.

Le Président de la Commission d'enquête a par ailleurs dénoncé l'attitude équivoque de plusieurs États influents, qui appellent à un règlement politique tout en accentuant leur implication militaire, favorisant ainsi l'internationalisation du conflit.

« Les belligérants sont inondés d'armes fournies par des intervenants extérieurs, au motif que la pression militaire serait une condition préalable de tout processus politique », a-t-il expliqué, soulignant que de telles attitudes n'ont d'autre effet que d'entraîner une escalade brutale de la violence et la mort de nombreux civils en Syrie.

M. Pinheiro a aussi pointé du doigt l'incapacité de la communauté internationale à agir collectivement pour faire triompher la justice en Syrie, ce qui contribue à enraciner une culture de l'impunité dans le pays.

« Les Syriens méritent que la communauté internationale manifeste un engagement univoque pour les aider à rétablir la paix dans leur pays ».

L'UNICEF appelle à placer les millions d'enfants défavorisés au cœur du développement durable



23 juin - Malgré les progrès réalisés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), des millions d'enfants parmi les plus pauvres du monde sont laissés pour compte, affirme un nouveau rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), rendu public mardi.

« Les OMD ont permis au monde de réaliser d'immenses progrès en faveur des enfants mais ils nous ont aussi montré combien d'enfants nous négligeons », a déclaré le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake, dans un communiqué de presse annonçant la publication du rapport. « La vie et l'avenir des enfants les plus défavorisés sont importants, pour eux-mêmes bien sûr, mais aussi pour leurs familles, leurs communautés et leurs sociétés », a-t-il ajouté.

Intitulé 'Progrès pour les enfants : au-delà des moyennes', le rapport final de l'UNICEF sur les OMD concernant les enfants indique qu'en dépit de progrès importants, les inégalités des chances ont conduit des millions d'enfants à vivre dans la pauvreté, à mourir avant même d'avoir cinq ans, à ne pas être scolarisés et à souffrir de malnutrition chronique.

Les disparités au sein des pays font que les enfants des foyers les plus pauvres risquent deux fois plus de mourir avant leur cinquième anniversaire que les enfants des foyers les plus riches et ont beaucoup moins de chances d'acquérir les niveaux minimaux de lecture que ces derniers.

Les OMD ont été adoptés en 2000 à New York suite à la signature de la Déclaration du millénaire de l'Organisation des Nations unies, avec pour objectif de les atteindre d'ici 2015. Alors que la communauté internationale travaille actuellement à l'élaboration d'un nouveau programme de développement pour l'après-2015, qui devrait être adopté en septembre prochain à New York, elle s'apprête également à se doter de nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) pour les 15 prochaines années.

« La communauté mondiale faillira à ses devoirs envers des millions d'enfants si elle n'accorde pas à ceux qui sont le plus défavorisés la priorité dans sa nouvelle feuille de route pour le développement au cours des 15 ans à venir », a averti l'UNICEF, alors que la communauté internationale.

« Si l'on reste incapable d'atteindre ces enfants laissés pour compte, cela pourra avoir des conséquences dramatiques », a insisté l'agence.

Le rapport de l'UNICEF indique qu'au rythme actuel des progrès, en tenant compte des projections de croissance démographique, il y aura d'ici 2030 68 millions de plus de décès d'enfants de moins de cinq ans de causes évitables ; environ 119 millions souffriront encore de malnutrition chronique ; un demi-milliard de personnes continueront de pratiquer la défécation à l'air libre, compromettant ainsi sérieusement la santé des enfants ; il faudra presque 100 ans pour que toutes les

filles des familles les plus pauvres d'Afrique subsaharienne achèvent le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Le rapport souligne toutefois des progrès significatifs réalisés depuis 1990, y compris la diminution de plus de moitié de la mortalité chez les enfants de moins de cinq ans (de 90 décès pour 1 000 naissances vivantes à 43 décès pour 1 000 naissances vivantes) ; la diminution de l'insuffisance pondérale et la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans, respectivement de 42 % et 41 % ; la diminution de 45 % de la mortalité maternelle a diminué ; l'accès d'environ 2,6 milliards de personnes à des sources améliorées d'eau potable.

Selon le rapport, les écarts entre les plus pauvres et les plus riches ont également diminué pour à peu près la moitié des indicateurs que mesure l'UNICEF.

« Dans de nombreux pays, des gains plus importants en termes de survie de l'enfant et de fréquentation scolaire sont observés chez les ménages les plus pauvres », précise l'étude, ajoutant que l'écart entre les taux de mortalité maternelle entre les pays à haut et faible revenu a diminué de moitié entre 1990 et 2013, passant d'un ratio de 38 à 19.

Le rapport souligne également certains mauvais résultats : les progrès ne profitent pas aux quelque 5,9 millions d'enfants qui meurent chaque année avant leur cinquième année, ni aux 289 000 femmes qui décèdent chaque année en accouchant, ni aux 121 millions d'enfants et d'adolescents qui ne vont pas à l'école.

« Alors que les dirigeants mondiaux se préparent à adopter les Objectifs de développement durable (ODD), les enfants les plus défavorisés doivent être au centre des nouveaux objectifs et cibles », a affirmé l'UNICEF.

Une meilleure collecte et ventilation des données – allant au-delà des moyennes utilisées pour mesurer les OMD – peut permettre d'identifier les enfants les plus vulnérables et les plus marginalisés et les endroits où ils vivent, a souligné l'agence.

Des systèmes locaux de santé, d'éducation et de protection sociale plus solides peuvent aider davantage d'enfants à survivre et à s'épanouir, a déclaré l'UNICEF, ajoutant que des investissements plus avisés adaptés aux besoins des enfants les plus vulnérables peuvent s'avérer bénéfiques à court et long terme.

« Les ODD sont l'occasion de mettre en pratique les leçons que nous avons tirées et d'aider les enfants qui ont le plus besoin d'aide : honte à nous si nous ne le faisons pas », a dit Anthony Lake. « Parce qu'une plus grande égalité des chances pour les enfants d'aujourd'hui veut dire moins d'inégalités et plus de progrès au niveau mondial demain ».

A Strasbourg, Ban Ki-moon appelle les pays européens à lutter contre les discriminations



23 juin - En visite au Conseil de l'Europe à Strasbourg, en France, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé le continent européen à s'opposer à l'extrémisme violent et à protéger les droits des migrants, notamment en luttant contre la discrimination des minorités et la stigmatisation des réfugiés.

« Il y a près d'un demi-siècle, U Thant, alors Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a pris la parole devant cette assemblée et fait une prédiction », a déclaré M. Ban dans un discours à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Cette prédiction,

a-t-il ajouté, était que le Conseil montrerait que l'Europe, appelée autrefois l'ancien monde, pouvait jouer un rôle moteur dans le nouveau monde.

« Aujourd'hui, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe est un des mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme les plus efficaces du monde », a salué le chef de l'ONU.

Rappelant les souffrances actuelles causées par les crises mondiales en cours, notamment en Syrie, en Iraq, au Yémen et au Soudan du Sud, le Secrétaire général a demandé aux membres du Conseil de prendre part à une action mondiale portant sur

quatre questions interdépendantes : les restrictions imposées à la société civile, les migrations, la montée de l'extrémisme violent et la nécessité de créer d'urgence les conditions d'un avenir placé sous le signe de la viabilité.

« L'action ne pourra aboutir sur chaque front que si les droits de l'homme sont respectés sur tous les fronts », a affirmé M. Ban, exhortant le Conseil à renforcer en ce sens son partenariat avec l'ONU.

« Globalement, la démocratie est en hausse. Mais dans certains pays du monde, le progrès démocratique va à reculons », a déclaré le Secrétaire général, constatant que l'espace laissé à la société civiles dans ces pays a tendance à diminuer.

« Nous devons élever la voix contre ceux qui bloquent les organisations non gouvernementales et les défenseurs des droits de l'homme », a poursuivi M. Ban, tout en regrettant le fait que plus de 50 pays, y compris en Europe, ont passé près de 100 lois restreignant les opérations et le financement des ONG.

S'agissant de l'extrémisme violent, le chef de l'ONU s'est inquiété de la montée en puissance de groupes terroristes tels que Daesh, Al-Chabab, Boko Haram et Al-Qaida, qui exigent de prendre des mesures, voire d'avoir recours à des actions militaires.

« Mais quand le contre-terrorisme viole les droits humains, les pays perdent leur autorité morale – et les terroristes applaudissent », a mis en garde M. Ban, appelant l'Europe à ne pas radicaliser les jeunes en situation vulnérable.

« Nous soutenons l'Europe dans son combat pour lutter contre une hausse des attaques et discriminations antisémites et islamophobes », a-t-il déclaré.

Concernant la situation des migrants, le Secrétaire général s'est dit très préoccupé par le sort des demandeurs d'asile et réfugiés dans le monde, en particulier en mer Méditerranée et en mer d'Andaman et dans le golfe du Bengale.

« Je vous invite à plaider en faveur de la protection et des droits des personnes qui fuient les conflits, la persécution, la pauvreté enracinée ou le manque d'accès à un travail décent », a appelé le Secrétaire général, exhortant l'Europe à mettre en œuvre des « voies sûres, régulières et ordonnées » pour la migration et la mobilité.

« Nous devons rejeter la rhétorique anti-migrants et reconnaître les contributions positives des migrants à vos sociétés », a exhorté M. Ban.

Evoquant le conflit en Ukraine, le chef de l'ONU a rappelé que plus de 6.000 personnes ont trouvé la mort en un peu plus d'un an et que des violations graves des droits de l'homme persistent, particulièrement dans l'est du pays.

« Je demande à nouveau d'accomplir tous les efforts possibles pour soutenir les parties afin de mettre pleinement en œuvre les accords de Minsk et de parvenir à une solution politique », a-t-il déclaré, tout en remerciant le Conseil de l'Europe pour le soutien qu'il apporte à l'ONU dans cette perspective.

Le Secrétaire général a enfin abordé la question du futur programme de développement pour l'après-2015, censé être adopté à New York en septembre.

« L'objet du Sommet extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui se tiendra à New York en septembre sera de susciter des changements profonds », a-t-il rappelé, tout en remerciant les pays européens pour leur défense du développement durable, « y compris dans le cadre de la conférence sur le financement du développement qui se tiendra le mois prochain à Addis-Abeba ».

Dans la foulée de son adresse au Conseil, M. Ban s'est entretenu avec la Présidente du Conseil de l'Europe, Anne Brasseur.

Lors d'une conférence de presse organisée en compagnie de Mme Brasseur suite à leur discussion, M. Ban a déclaré avoir eu des échanges « très productifs » avec la Présidente du Conseil sur diverses questions.

« Nous avons parlé, en particulier, de l'importance que revêt pour la démocratie une société civile robuste et diverse », a-t-il



dit.

Le Secrétaire général a également fait part à cette occasion à Mme Brasseur de son inquiétude face aux morts tragiques des migrants en Méditerranée.

« Sauver des vies doit être notre priorité absolue. À cet égard, je me félicite de l'engagement et des efforts concertés de la part des dirigeants européens », a déclaré le chef de l'ONU.

Journée pour la fonction publique : l'ONU célèbre la « noble cause » du service public



23 juin - A l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la fonction publique, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé mardi les jeunes du monde entier à contribuer à la construction d'un futur digne pour tous en se consacrant à la noble cause qu'est le service public.

« Nous célébrons aujourd'hui le dévouement dont font preuve les fonctionnaires du monde entier, qui s'emploient sans relâche à faire en sorte que chacun puisse bénéficier de services efficaces », a déclaré M. Ban dans un message.

La Journée célèbre chaque 23 juin la valeur et la vertu du service public pour la communauté, souligne sa contribution dans le processus de développement, reconnaît le travail des fonctionnaires et encourage les jeunes générations à poursuivre une carrière dans la fonction publique. Pour cette édition 2015, le Forum des Nations Unies sur le service public et la cérémonie de remise de prix de la Journée pour la fonction publique auront lieu à Medellín, en Colombie, du 23 au 26 juin 2015.

À une époque où le monde doit relever des défis sociaux, économiques et environnementaux immenses, le Secrétaire général a jugé « absolument indispensable » de pouvoir compter sur un service public responsable et sur des fonctionnaires à la hauteur de la tâche qui leur est confiée.

Rappelant cette année 2015 sera placée sous le signe d'une action concertée de la communauté internationale, M. Ban a évoqué les conférences des Nations Unies sur le financement du développement et l'adoption de nouveaux objectifs de développement durable qui se tiendront en juillet et en septembre, ainsi que la Conférence de Paris sur les changements climatiques qui aura lieu en décembre.

Le chef de l'ONU a affirmé que ces différents événements sont susceptibles d'encourager le développement de l'esprit d'initiative dans la fonction publique.

« En effet, alors que les objectifs du Millénaire pour le développement font place aux objectifs de développement durable, tous les gouvernements vont devoir se doter de stratégies novatrices et intégrées promouvant le changement d'orientations, la coordination inter-institutions, la prise de décisions participative et la prestation, dans le respect du principe de responsabilité, de services efficaces, rapides et accessibles à tous », a expliqué M. Ban.

« Cette année, le Prix des Nations Unies pour la fonction publique récompense vingt-deux institutions publiques qui ont fait preuve d'innovation et d'esprit d'initiative », a-t-il déclaré, ajoutant que ces deux éléments permettent de fournir des services de meilleure qualité dans le respect du principe de responsabilité.

C'est notamment le cas, a poursuivi le Secrétaire général, des groupes marginalisés qui assistent à la manifestation organisée à Medellín, en Colombie, pour célébrer cette Journée internationale.

« Je saisis cette occasion pour remercier tous les fonctionnaires des efforts qu'ils déploient au quotidien pour faire œuvre utile et j'invite les jeunes du monde entier à contribuer à la construction d'un futur digne pour tous en se consacrant à la noble cause qu'est le service public », a dit M. Ban.

Ban Ki-moon salue la création de la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle dans les conflits



23 juin - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué mardi la décision de l'Assemblée générale de proclamer le 19 juin Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle dans les conflits.

Désireuse de renforcer la lutte mondiale contre les horreurs auxquelles sont confrontées les femmes et les filles situées dans les zones de conflit, l'Assemblée générale de l'Organisation a en effet adopté vendredi 19 juin par consensus une résolution historique donnant lieu à la création de la Journée.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le Secrétaire général a félicité les États membres et tout particulièrement le gouvernement de l'Argentine, en tant que sponsor de la résolution, pour la priorité croissante accordée à la violence sexuelle liée aux conflits.

Cette résolution couronne également de succès les travaux de la Représentante spéciale des Nations Unies sur la violence sexuelle dans les conflits, Zainab Bangura, et de la Représentante spéciale de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, a déclaré le Secrétaire général.

Leurs efforts, a-t-il dit, ont contribué à « galvaniser le soutien politique » et à engendrer des résultats concrets aux niveaux national et régional pour faire face à la question de la violence sexuelle liée aux conflits.

« La sécurité et l'autonomisation des femmes restent des priorités », a poursuivi le Secrétaire général, exhortant la communauté internationale à ne pas trouver le repos jusqu'à l'élimination totale des violences contre les femmes et les filles, et l'obtention de la pleine participation politique et économique des femmes à travers le monde.

« [Ces réalisations] sont essentielles pour défendre les droits de l'homme, ainsi que pour la réalisation du développement durable et de la paix », a dit M. Ban.

Mali : l'ONU appelle à financer rapidement la mise en œuvre de l'accord de paix



23 juin - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation au Mali, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le pays, Mongi Hamdi, s'est félicité mardi des avancées politiques récentes, tout en mettant en garde les 15 membres contre la fragilité de la situation sécuritaire du pays.

« Samedi dernier, le 20 juin, nous avons assisté au parachèvement du processus de signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. C'était un grand jour pour la paix », a déclaré M. Hamdi.

« Aujourd'hui nous avons un Accord global et inclusif, c'est-à-dire signé par toutes les parties au conflit : le Gouvernement, la Coordination des Mouvements de l'Azawad et la Plateforme », a précisé le chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Cet Accord, signé à Bamako le 15 mai dernier par le gouvernement du Mali et les groupes armés de la Plateforme, initialement sans le concours de la Coordination, a été négocié en moins d'une année avec l'aide de la Médiation internationale et sous l'égide de l'Algérie, a rappelé le Représentant spécial.

M. Hamdi a qualifié l'Accord de compromis politique, institutionnel, sécuritaire, humanitaire et de développement qui

permettra aux Maliennes et Maliens de refonder leur nation sur des bases solides.

« Certes cet Accord n'est pas la paix car celle-ci ne se décrète pas, mais il établit les conditions pour la construire et trace le chemin le plus sûr pour y parvenir », a insisté le Représentant spécial.

Concrètement, les populations du Mali et particulièrement celles des régions du nord ne demandent qu'une chose : la sécurité et le retour des services sociaux de base, particulièrement la santé et l'éducation, a poursuivi M. Hamdi.

Aussi a-t-il appelé la communauté internationale à commencer à financer le plus rapidement possible la mise en œuvre du plan de l'Accord de paix.

« Certes, les défis à venir restent nombreux car reconstruire est plus difficile que détruire », a reconnu le Représentant spécial, ajoutant que les semaines à venir seraient critiques.

M. Hamdi a notamment mentionné les violations récentes des accords de cessez-le-feu et la vague de violence dans le nord du pays, qui a entraîné des déplacements de populations.

Sur ce point, le Représentant spécial a cependant salué la décision annoncée le 18 juin dernier par les groupes armés de la Plateforme de se retirer de la localité de Ménaka, dans la région de Gao, conformément à l'Arrangement sécuritaire pour une cessation des hostilités signé le 5 juin 2015 à Alger.

Malgré cette issue positive, la situation humanitaire des personnes déplacées et les combats dans le nord du pays présentent des défis majeurs pour la MINUSMA.

« Nous sommes susceptibles de continuer à faire face à des défis sécuritaires et opérationnels significatif dans un avenir proche, en dépit de l'Accord de paix », a-t-il prévenu.

« Il est donc essentiel que les pays contributeurs de contingents ou de personnel de police disposent des capacités et des moyens nécessaires pour opérer en toute sécurité et efficacement dans un tel environnement », a déclaré le Représentant spécial aux membres du Conseil.

Libye : l'ONU intensifie ses réunions pour rallier les groupes armés à la mise en œuvre d'un accord politique



23 juin - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Bernardino León, s'est entretenu lundi à Misurata avec les représentants de groupes armés, dans le cadre d'un effort global pour mettre en œuvre les arrangements sécuritaires prévus par le dialogue national.

« La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) a souligné à maintes reprises le rôle important joué par les responsables militaires des différentes parties au conflit dans le cadre d'un dialogue », a indiqué M. León dans un communiqué de presse.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre des efforts globaux déployés par la MANUL en matière de sécurité, parallèlement aux discussions politiques en cours cruciales pour le succès du processus.

Dans ce contexte, la MANUL est en contact avec les acteurs pertinents des différentes régions du pays. Les groupes armés de Misurata, de la Montagne de l'Ouest et d'autres régions occidentales de la Libye ont pris part aux discussions d'hier.

Elles seront suivies de réunions similaires dans d'autres régions, y compris Zintan. En outre, une réunion prévue dans les prochains jours au Caire est en préparation avec des représentants de l'armée libyenne et des groupes armés des régions de l'Est.

« La coopération des groupes armés est déterminante pour restaurer la paix et la stabilité en Libye », a expliqué le Représentant spécial à Misurata, en présence de représentants du Conseil municipal. Il a formé l'espoir de pouvoir lancer bientôt le dialogue relatif aux questions sécuritaires afin d'en tirer un plan détaillé de mise en œuvre.

Donnant un aperçu du projet d'accord politique destiné à mettre fin au conflit de la Libye, le chef de la MANUL a souligné l'importance du soutien apporté par les groupes armés pour une mise en œuvre réussie, y compris leur retrait des localités où elles sont basées.

À cet égard, a noté le chef de la MANUL, les récents cessez-le-feu et accords de réconciliation conclus au niveau local dans l'ouest de la Libye constituent des évolutions positives sur lesquelles « les acteurs libyens doivent s'appuyer pour instaurer une cessation des hostilités permanente et durable ».

Au cours des réunions, les participants ont exprimé leurs points de vue sur la voie à suivre, exprimé leurs préoccupations et discuté des moyens de les surmonter. Ils ont convenu de la tenue prochaine d'une réunion à participation élargie pour discuter des mécanismes de consolidation des cessez-le feu, en appliquant un certain nombre de mesures de renforcement de la confiance, telles que l'échange de prisonniers.

La FAO plaide en faveur d'une conservation d'urgence des sols de montagne



Des femmes issues de zones rurales du Népal ramènent à leurs domiciles du bois de chauffage. Photo: FAO/P. Johnson

23 juin - Un nouvel ouvrage de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), publié mardi, plaide en faveur d'une gestion durable pour préserver les sols de montagne, qualifiés de « fondations fragiles » d'écosystèmes qui alimentent en eau plus de la moitié de la population mondiale.

offre un aperçu technique exhaustif sur la gestion durable des sols de montagne, qui sont en fait le théâtre d'une vaste gamme d'activités humaines allant de la culture du quinoa dans les Andes à la collecte des plantes médicinales sur le « toit du monde » (les crêtes du Pamir au Tadjikistan) en passant par les stations de ski européennes.

Cette nouvelle publication, intitulée 'Comprendre les sols de montagne', publiée par la FAO avec le concours du Secrétariat du Partenariat de la montagne, du Partenariat mondial sur les sols et de l'Université de Turin, renferme une multitude d'études de cas du monde entier couvrant les questions humaines, productives et géologiques.

Il s'agit d'une contribution à l'Année internationale des sols 2015, qui vise à sensibiliser le public à la nécessité absolue de préserver une ressource naturelle essentielle qui est une source de nutriments et de micro-organismes sans lesquels l'agriculture et la vie végétale ne seraient pas possibles.

« Les sols de montagne sont particulièrement sensibles au changement climatique, à la déforestation, aux pratiques agricoles non durables et aux méthodes d'extraction des ressources qui affectent leur fertilité et provoquent la dégradation des terres, la désertification et les catastrophes telles que les inondations et les glissements de terrain, ce qui entraîne la pauvreté », écrit dans la préface de l'ouvrage le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.

Le livre vise à « promouvoir la gestion durable des sols de montagne en faveur des peuples de montagne qui sont souvent marginalisés, non inclus dans les processus de prise de décisions et les programmes de développement, et de plus en plus touchés par des catastrophes liées au sol », écrit quant à lui Ermanno Zanini, un expert en glaciers et risques naturels de l'Université de Turin.

Le livre décrit les principales caractéristiques des systèmes de sols de montagne, leur valeur d'un point de vue environnemental, économique et sociale, les menaces auxquelles ils sont confrontés.

Des études de cas présentées par des membres du Partenariat de la montagne montrent notamment comment le café cultivé sous couvert forestier améliore la conservation des sols. Elles montrent aussi le surprenant pouvoir de stockage du carbone

de la côte écossaise balayée par le vent, ainsi que la viabilité de la culture itinérante dans les Chittagong Hill Tracts au Bangladesh. Autre étude de cas: les tourbières inhabituelles au Lesotho.

D'autres études de cas se concentrent sur la géologie du sol. Un programme au Népal montre que la plantation d'herbes locales et d'arbres à croissance rapide et dont les larges feuilles fixent l'azote est une stratégie de conservation plus efficace que la plantation traditionnelle de forêts de pin, car le fait de planter des espèces de feuillus à croissance rapide empêche les sols épuisés de la région de former des croûtes d'argile qui ne conservent pas l'eau pendant la saison sèche mais exacerbent les risques de glissements de terrain pendant les pluies de mousson.

Les sols de montagne sont généralement moins fertiles que les basses terres, indique l'ouvrage, notamment parce que leurs pentes abruptes accélèrent l'érosion avec des répercussions plus larges sur les zones en aval.

Alors que les paysages de montagne sont parfois des habitats difficiles, le résultat de leur abandon par l'homme est déplorable. Plus de 40% des exploitations agricoles dans les Alpes européennes ont été abandonnées au cours des deux dernières décennies du 20^{ème} siècle, ce qui a provoqué le grignotage des anciennes prairies par la forêt, selon le livre publié par la FAO.

« Les avantages procurés par les sols de montagne en bonne santé vont au-delà des régions montagneuses et contribuent au bien-être du monde entier », écrit en conclusion du livre Ronald Vargas, un des experts du sol de la FAO.

Le livre recommande une approche basée sur le paysage pour la fourniture de services écosystémiques, la promotion de mécanismes qui compensent les communautés de montagne pour la séquestration du carbone, la conservation de la biodiversité, la lutte contre l'érosion et la protection des sources d'eau procurées par leurs systèmes de gestion durable des sols.

Le Conseil de sécurité condamne l'attaque meurtrière contre le Parlement afghan à Kaboul



23 juin - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné dans les termes les plus vifs l'attaque meurtrière perpétrée par les Talibans lundi 22 juin contre le Parlement afghan à Kaboul.

Selon la presse, les Talibans ont lancé lundi une attaque contre le Parlement dans la capitale afghane, contraignant les parlementaires à se mettre à l'abri. D'après un porte-parole de la police locale, un kamikaze se serait fait exploser devant l'entrée du Parlement tandis que d'autres membres du commando armé menant l'attaque prenaient position dans un bâtiment

voisin.

Cet assaut est intervenu à peine deux jours après l'explosion d'un minibus sur un engin explosif improvisé, qui a causé la mort de 16 civils et fait de nombreux blessés dans la province méridionale de Helmand. Au total, ces deux attaques ont tué au moins 18 civils et en ont blessés 40 autres.

Dans une déclaration de presse rendue publique lundi dans la soirée, les membres du Conseil de sécurité ont condamné vigoureusement l'attentat terroriste contre le Parlement afghan à Kaboul, « dont la responsabilité a été revendiquée par les Talibans ».

Les membres du Conseil de sécurité ont déploré les pertes civiles causées par cette attaque et ont exprimé leur profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple de l'Afghanistan.

Le Conseil a en outre souhaité aux blessés un prompt rétablissement.

Les membres du Conseil de sécurité ont condamné le « manque de respect flagrant pour la démocratie et l'Etat de droit manifesté par une telle attaque contre les représentants élus du peuple de l'Afghanistan » et a félicité les Forces de défense et

de sécurité nationales afghanes « pour leur action efficace ».

Le Conseil de sécurité a réitéré sa condamnation de toutes les attaques prenant pour cible des civils, en violation du droit international.

Les membres du Conseil ont réaffirmé qu'« aucun acte de violence ou de terrorisme ne saurait inverser le cours de la paix voulu par les Afghans, la démocratie et la stabilité en Afghanistan, qui est soutenu par le peuple et le gouvernement de l'Afghanistan et par la communauté internationale ».